



CONJONCTURE ECONOMIQUE

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{ER} TRIMESTRE 2025

Au 1^{er} trimestre 2025, la conjoncture économique de la Guadeloupe reste marquée par des fragilités persistantes. Le climat des affaires, bien qu'encore supérieur à sa moyenne de long terme, se replie légèrement, en raison du ralentissement d'activité et de tensions croissantes liées aux délais de paiement. Après une hausse en fin d'année, les importations de biens d'investissement reculent ce trimestre. De son côté, la consommation des ménages marque le pas malgré des signaux d'amélioration de leur situation. Le secteur du BTP enregistre un net recul, tandis que le tourisme se maintient.

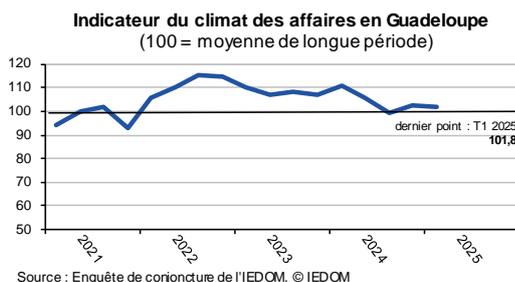
Une conjoncture fragile en ce début d'année

Un climat des affaires favorable malgré des inquiétudes

Au 1^{er} trimestre 2025, l'indicateur du climat des affaires (ICA) en Guadeloupe s'établit à 101,8 points, en baisse de 0,9 point sur trois mois. Il demeure toutefois supérieur à sa moyenne de longue période (100 points), traduisant un climat encore légèrement favorable. Cette évolution s'inscrit néanmoins dans un contexte marqué par un ralentissement de l'activité et une montée des incertitudes, en particulier sur les délais de paiement, qui préoccupent de plus en plus les chefs d'entreprise.

Si ces derniers jugent les délais globalement stables sur le trimestre écoulé, ils anticipent une dégradation au deuxième trimestre. Cette perspective renforce un climat d'attentisme, alors que la trésorerie demeure fragile pour une partie des entreprises.

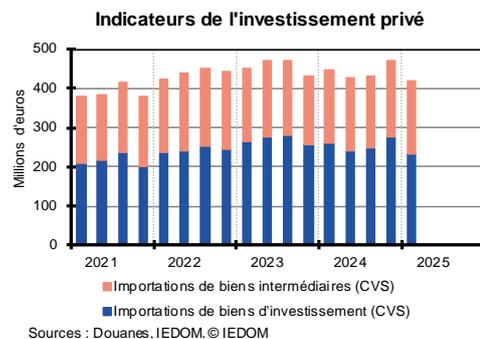
Parallèlement, l'activité continue de se replier légèrement, de manière moins marquée qu'au trimestre précédent. Le montant des impayés sur effets de commerce recule (-28,2 % en glissement trimestriel), après une forte hausse fin 2024 (+39,9 % sur trois mois).



Investissement : en demi-teinte

Au 1^{er} trimestre 2025, l'investissement privé diminue. Les importations de biens d'investissement et celles de biens intermédiaires reculent (respectivement -16,3 % et -2,2 % en glissement trimestriel, CVS). En parallèle, les immatriculations de véhicules utilitaires s'inscrivent en baisse au 1^{er} trimestre 2025 (-0,9 % par rapport à 2024 à la même période, source : SDES, RSVERO). Les professionnels interrogés font preuve de prudence, mais maintiennent leurs investissements en 2025. Sur un an, les investissements des entreprises déclarés à la Direction générale des finances publiques (DGFIP) s'inscrivent en hausse (+12,63 %)¹.

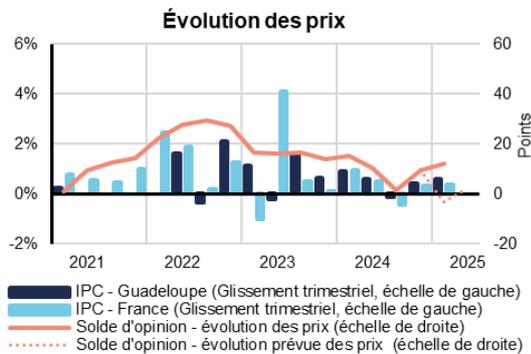
Outre les travaux d'extension du port maritime, plusieurs projets d'investissement publics se poursuivent : le chantier de l'Audacia Technopole Caraïbes (14 M€), la mise aux normes sismiques des bâtiments de l'État, la déviation de la Boucan, la rénovation des canalisations d'eau potable, la création de pistes cyclables (5,1 M€), ainsi que l'achèvement des travaux du lycée général et technologique de Baimbridge. Parallèlement, des investissements privés sont en cours, notamment la construction de nouveaux hôtels et la modernisation de l'aéroport.



¹ Comparatif périodes : mars23-février 24 / mars24-février 25

Les prix augmentent faiblement

Fin mars 2025, l'indice des prix à la consommation (IPC) en Guadeloupe augmente de 0,6 % sur trois mois, après +0,4 % au 4^e trimestre 2024. Cette variation reste modérée et dépasse légèrement celle observée en France sur la même période (+0,3 %). La hausse est portée par les services (+2,0 %) et les produits manufacturés (+0,3 %), tandis que les prix de l'énergie (-2,5 %) et de l'alimentation (-1,2 %) sont orientés à la baisse.



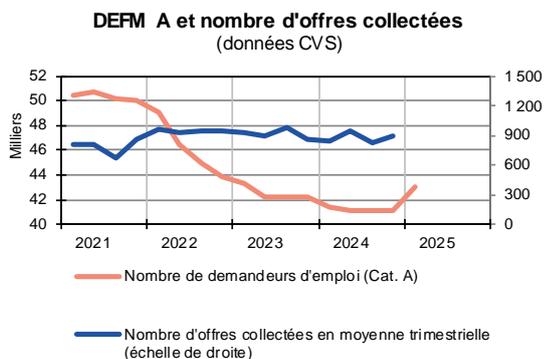
Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, Insee. © IEDOM

Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, les entreprises indiquent avoir augmenté leurs prix sur le 1^{er} trimestre et anticipent une moindre hausse le trimestre suivant. Les professionnels du BTP prévoient une augmentation plus marquée des prix, tandis que les secteurs des autres industries, des services et du tourisme devraient connaître des variations plus modérées. À l'inverse, les secteurs des industries agroalimentaires (IAA), des services et du commerce envisagent des réductions de prix, dans un contexte marqué par l'entrée en vigueur, le 1^{er} mars 2025, de [l'exonération de TVA sur 69 familles de produits](#) de grande consommation, visant à lutter contre la vie chère.

Hausse des demandeurs d'emploi

Le 1^{er} trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) augmente sensiblement, atteignant 42 900 inscrits, soit une progression de 4,5% sur trois mois (CVS). Cette hausse intervient dans un contexte marqué par la mise en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023 qui a modifié les modalités d'inscription à France Travail ([cf. note explicative du 28 avril 2025](#)).

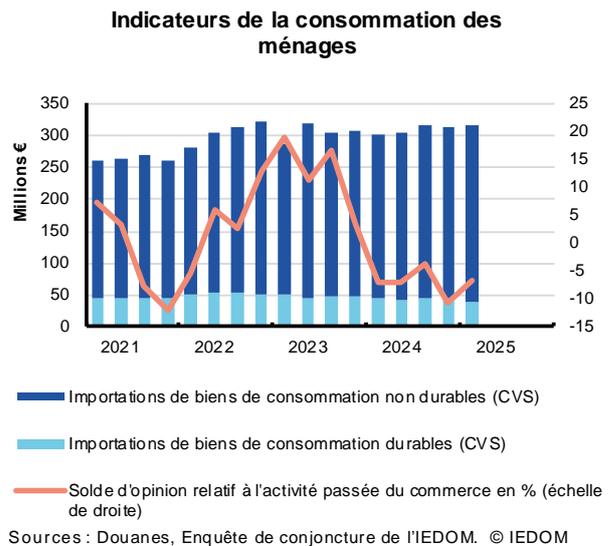
Dans le secteur privé, l'emploi se maintient, avec 86 595 salariés (CVS) recensés fin décembre 2024 (contre 86 569 salariés à fin septembre (CVS)).



Sources : DIECCTE, ACOSS. © IEDOM

Une consommation des ménages en baisse

Au 1^{er} trimestre 2025, la consommation des ménages marque le pas. Les importations de biens de consommation durables diminuent de 8,3 % (CVS) en valeur sur un trimestre, tandis que les biens non-durables progressent légèrement (+2,4 % sur trois mois, CVS). Parallèlement, plusieurs indicateurs traduisent une amélioration de la situation financière des ménages sur le trimestre : le nombre de dépôts de dossier de surendettement baisse de 15,8 % (176 dossiers fin mars), le nombre de personnes interdites d'émettre des chèques recule (-1,3 %), tout comme les incidents de paiement par chèque (-3 %) et le nombre de retraits de cartes bancaires (-44,3 %).

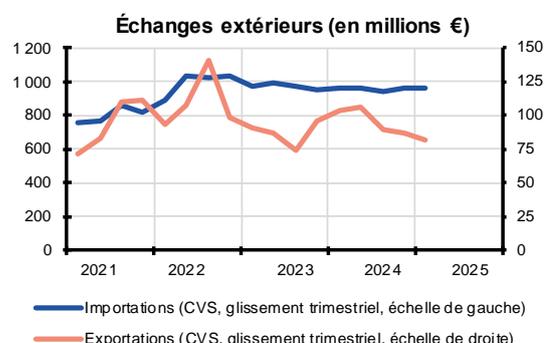


Sources : Douanes, Enquête de conjoncture de l'IEDOM. © IEDOM

Les échanges extérieurs baissent

Fin mars 2025, les importations en valeur se replient (-1 % en glissement trimestriel, CVS), impactées par la baisse des biens d'investissement et des biens intermédiaires sur trois mois (respectivement -16,3 % et -2,2 %, CVS), malgré le rebond des importations d'énergie (+23,4 %, CVS).

En parallèle, les exportations baissent de 5,8 % (CVS). L'ensemble des catégories de produits exportés recule, particulièrement les exportations de biens de consommation non durables (-8,7 %, CVS), affectés par la baisse des produits agroalimentaires (-6,8 %, CVS).



Sources : Douanes, IEDOM. © IEDOM

Repli dans le BTP, maintien du tourisme au 1^{er} trimestre 2025

Une activité en repli pour le BTP, mais des perspectives de rebond en 2025

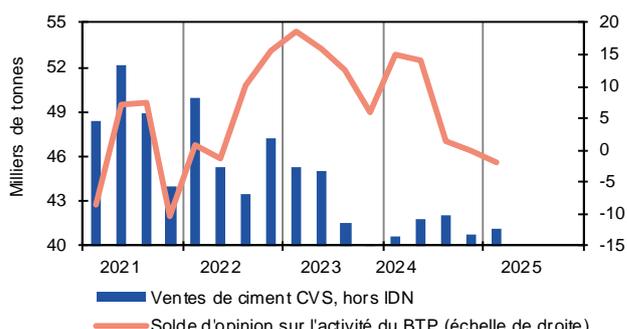
Au 1^{er} trimestre 2025, l'activité du secteur du BTP recule.

Plusieurs indicateurs confirment ce ralentissement : les permis de construire chutent de 55,3 % sur trois mois, le chiffre d'affaires du secteur recule de 6 % entre avril 2024 et mars 2025 par rapport à la même période un an plus tôt (source DGFIP), les encours de crédits déclarés au SCR de la Banque de France diminuent de 1,0 % sur trois mois après -4,9 % fin 2024. A contrario, les ventes de ciment progressent de 1,0 %.

Les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM font état d'une dégradation de leur trésorerie, malgré une meilleure maîtrise de leurs charges. Une situation qui s'explique en partie par l'allongement des délais de paiement.

Malgré cette conjoncture défavorable et la fin du chantier du CHU au premier semestre, le secteur du BTP pourrait connaître un rebond en 2025, sous réserve de la mise en œuvre de plusieurs projets structurants : extension du port de Jarry (180 M€), déviation de la Boucan/Sainte-Rose (100 M€), plan Eau (553 M€), construction de nouveaux hôtels et modernisation de l'aéroport. Cette reprise reste toutefois conditionnée à un environnement d'approvisionnement stabilisé, dans un contexte toujours contraint par l'arrêt de la carrière de Deshaies depuis décembre 2024, qui limite l'accès aux granulats indispensables aux chantiers.

Ventes de ciment et activité du BTP

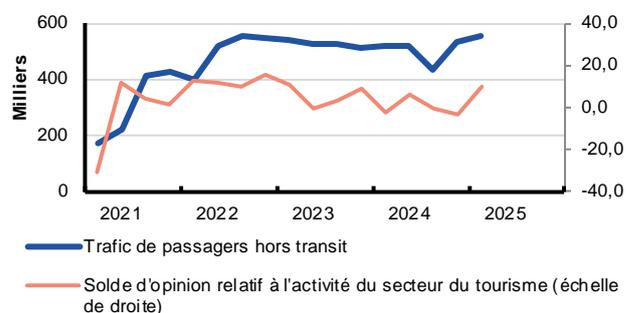


Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, Lafarge Ciments Antilles. © IEDOM

Un secteur du tourisme en demi-teinte

Au 1^{er} trimestre 2024, le secteur du tourisme se maintient. Le nombre de passagers à l'aéroport (hors transit) progresse de 3,0 % sur trois mois (après +23,8 % au trimestre précédent), tandis que les nuitées hôtelières diminuent de 6,8 %. En parallèle, les professionnels interrogés signalent une amélioration de l'activité, portée notamment par une meilleure maîtrise des charges d'exploitation. En effet, le chiffre d'affaires du secteur de l'hébergement et de la restauration progresse de 6,3 % entre avril 2024 et mars 2025 par rapport à la même période un an plus tôt (source DGFIP). Cependant, les chefs d'entreprises font part d'inquiétudes concernant le deuxième trimestre, anticipant un ralentissement de l'activité ainsi qu'un alourdissement des charges.

Trafic de passagers et activité touristique



Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, Aéroport Guadeloupe Marvse Condé. © IEDOM

Les pays de la caraïbe face à un contexte d'incertitude mondiale

Les économies caribéennes évoluent dans un environnement marqué par un contexte d'incertitude mondiale. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une diminution de la croissance économique de la Caraïbe, passant de 12,1% en 2024 à 4,2% en 2025, en incluant le Guyana dont la croissance est estimée à 10,3%. Ce ralentissement est attribué à plusieurs facteurs extérieurs, notamment les hausses de tarifs douaniers aux États-Unis. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), les perturbations internationales ont des conséquences directes sur les exportations de la région et provoquent une forte volatilité sur les marchés mondiaux.

En **Dominique**, la croissance économique devrait atteindre 4,25% en 2025, après une progression de 3,5% du PIB en 2024 selon le FMI. L'inflation tend à diminuer, passant de 7% en 2023 en moyenne à 3,1% en 2024. Par ailleurs, un financement de 24 millions de dollars a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque Mondiale afin de soutenir les finances publiques et renforcer la résilience du secteur financier.

L'économie de **Sainte-Lucie** a enregistré une croissance supérieure à 3% durant quatre années consécutives. Le chômage a atteint son niveau le plus bas, s'élevant à 10,8% en 2024, contre 21,6% en 2014. Dans cette dynamique marquée par un contexte économique favorable, le gouvernement a annoncé le budget national 2025-2026, s'élevant à un montant record de 760 millions de dollars.

S'agissant de la **République dominicaine**, le FMI prévoit une croissance de 4,5% en 2025 et de 5,1% en 2026, le dynamisme de la croissance est porté par le secteur du tourisme, avec l'arrivée de 3,3 millions de visiteurs au premier trimestre 2025, soit une hausse de 4% pour la même période en 2024 et de 16% par rapport au 1^{er} trimestre 2023. Le niveau d'inflation reste maîtrisé, soit 3,56 % en février 2025, conforme à son objectif de 4 %.

Enfin, l'économie **barbadienne** a progressé de 2,6 % au premier trimestre 2025, soutenue par le tourisme, les services aux entreprises et la construction. Dans ce contexte, le secteur financier est resté stable, l'inflation continue de ralentir et la position extérieure du pays s'est renforcée.

Sources : DG Trésor, FMI, Banque Mondiale

Une croissance mondiale entravée par les incertitudes et la politique douanière américaine

Le FMI maintient ses anticipations de reflux de l'inflation mondiale pour 2025 et 2026. Celle-ci devrait atteindre 4,3 % en 2025 puis 3,6 % en 2026. Ce reflux pourrait toutefois être moindre qu'initialement annoncé avec des anticipations d'inflation aux États-Unis et au Royaume-Uni revus à la hausse. Le coût élevé des services, le rebond du prix des matières premières et l'impact de la hausse des droits de douane impacteraient en effet l'inflation aux États-Unis ; de même que la hausse des tarifs réglementés au Royaume-Uni.

Les prévisions de croissance américaine sont revues à la baisse : selon les dernières prévisions du FMI, le PIB progresserait de 1,8 % en 2025 et 1,7 % en 2026 aux États-Unis, contre des estimations de 2,7 % et 2,1 % en janvier 2025. Ce moindre optimisme procède tant des tensions commerciales et de la mise en place de nouveaux droits de douane que d'une consommation moins dynamique qu'attendu.

En zone euro, le contexte d'incertitude et la hausse des droits de douane aux États-Unis pèsent également sur les perspectives de croissance qui, selon le FMI, atteindrait 0,8 % en 2025 et de 1,2 % en 2026. Au sein de la zone euro, l'économie allemande devrait connaître une croissance nulle en 2025. L'Espagne en revanche se distinguerait par son dynamisme, affichant une croissance de 2,5 %, à la faveur notamment des reconstructions consécutives aux inondations survenues en 2024.

En France, le premier trimestre 2025 est marqué par une croissance modérée du PIB de 0,1 % selon les premières estimations de l'Insee (après la baisse de 0,1 % au quatrième trimestre 2024 liée au contrecoup des Jeux olympiques). La Banque de France anticipe une hausse modeste, +0,7%, pour l'exercice 2025, suivie d'une accélération en 2026, à +1,2%.

L'économie japonaise souffre elle aussi des incertitudes nées de la politique douanière américaine, qui pourraient peser sur la consommation des ménages nippons. La prévision de croissance pour 2025 est ainsi revue à la baisse par le FMI à 0,6 % pour 2025, contre 1,1 % dans les dernières prévisions de janvier.

Le ralentissement concernerait également les pays émergents en 2025 : la Chine, qui souffre des incertitudes nées de la politique douanière américaine, voit ses anticipations de croissance pour 2025 ramenées à 4,0 %, contre 4,6 % en janvier ; en Inde, les prévisions de croissance ont été ramenées à 6,2 % pour 2025 (6,5 % en janvier). La croissance des pays émergents d'Afrique subsaharienne et d'Europe est également attendue en ralentissement pour l'année 2025. Les économies du Moyen-Orient et d'Asie centrale bénéficient de perspectives plus favorables.

Sources : FMI, INSEE, Banque de France

Toutes les publications de l'iedom sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : F. Groh ■ Responsable de la rédaction : D. Gordon

Rédaction : S. Berose, T. Combet, J. Soukai – Éditeur et imprimeur : IEDOM